

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

8 mars 2024

---

ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE DE LA SÛRETÉ NUCLÉAIRE ET DE LA  
RADIOPROTECTION - (N° 2305)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 150

présenté par

M. Jumel, M. Bénard, M. Castor, M. Nadeau, Mme Bourouaha, M. Chailloux, M. Chassaigne,  
M. Dharréville, Mme Faucillon, Mme K/Bidi, M. Le Gayic, Mme Lebon, M. Lecoq, M. Monnet,  
M. Maillot, M. Peu, Mme Reid Arbelot, M. Rimane, M. Roussel, M. Sansu, M. Tellier et  
M. William

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant:**

Après l'article L. 591-5 du code de l'environnement, il est inséré un article L. 591-5-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 591-5-1.* – Lors de la procédure de création d'une installation nucléaire de base mentionnée à l'article L. 593-7, si le futur exploitant n'est pas la société Électricité de France mentionnée à l'article L. 111-67 du code de l'énergie, le collège de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection en informe l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques avant l'autorisation, qui émet un avis. ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le présent amendement du groupe GDR vise à exiger que la future autorité puisse informer l'OPESCT lorsqu'un nouvel potentiel exploitant a déposé son dossier de candidature à la création d'une INB.

La procédure ainsi visée, permet d'informer la représentation nationale des entreprises, autre qu'EDF, qui voudraient pouvoir exploiter une installation nucléaire. Elle garantit aussi que l'OPESCT puisse émettre un avis auprès de l'autorité afin d'empêcher une perte de souveraineté trop importante.